

MACRON PRÉSIDENT : L'AUSTÉRITÉ PROGRAMMÉE

Entre les deux tours, Macron nous a vendus un futur quinquennat qui serait en rupture avec celui qui s'achève. Face au mécontentement rencontré lors de ses « serrages de main », celui-ci a ainsi annoncé qu'il serait ouvert à l'idée d'une négociation sur les retraites proposant un âge légal de 64 au lieu de 65 ans. Maintenant élu, ses troupes reprennent la main : Bruno Le Maire vient d'assumer que la loi sur les retraites pourrait passer avec le 49.3, option qui interdit tout débat et tout amendement.



Le report de l'âge légal à 65 ans dit tout du programme antisocial de Macron. Le régime n'est plus déficitaire, c'est une certitude réaffirmée dès 2017 dans son programme, public sur le site « En marche » : « Après plus de vingt ans de réformes successives, le problème des retraites n'est plus un problème financier. Pour la première fois depuis des décennies, les perspectives financières permettent d'envisager l'avenir avec « une sérénité raisonnable » selon le Comité de Suivi des Retraites. L'enjeu aujourd'hui n'est donc pas de repousser l'âge ou d'augmenter la durée de cotisation.

De fait, et Macron l'a affirmé plusieurs fois dans ses conférences de presse, le projet d'aller aux 65 ans ne vise qu'à faire des économies pour financer d'autres dépenses comme les baisses d'impôts (15 milliards) ou pour participer au remboursement de la dette Covid. Lui et son gouvernement promettent de ne pas augmenter les impôts mais il faudra bosser trois ans de plus !

Les projections économiques soumises à Bruxelles pour les cinq ans qui viennent sont de la même veine : baisse programmée de la dépense publique (retraites, maladie, dépendance), baisse des investissements publics dans le seul but de « rentrer » de nouveau dans les critères de Maastricht (3% de déficit).

A ce sujet, quelques chiffres montrent l'étendue des dégâts sociaux qui se préparent : 50 milliards (par an) qui seraient nécessaires à la transition énergétique, baisse d'impôt de 15 milliards, 75 milliards (sur cinq ans) d'économies budgétaires sur le quinquennat pour respecter le 3 % en 2002.

Symbole de cette politique libérale, Macron annonce que la prime (à son nom !) pourrait aller jusqu'à 6000 euros au lieu des 2000 sous le précédent quinquennat. Outre le fait qu'on parle encore de primes et non d'augmentations de salaires, ce sont 6000 euros qui continueraient d'être défiscalisés et non soumis aux cotisations sociales, avec un impact certain sur le budget de l'Etat et sur les comptes de la Sécurité sociale !

Tout le monde a compris que l'équilibre budgétaire se fera avec les économies sur les dépenses et non avec de nouvelles recettes comme un éventuel rétablissement de l'impôt sur la fortune. La menace sur les droits sociaux et collectifs, sur les services publics est grande.

Les retraites seront certainement le premier test et choc social post-électoral. Nous devons nous y préparer maintenant et dans l'unité. **Et cela commence par la participation aux manifs du 1er mai, qui doivent être les plus massives possible.**

Sud
Solidaires

Fédération des activités postales et de télécommunications

25/27 rue des envergures 75020 Paris

tel 01 44 62 12 00 sudptt@sudptt.fr

www.sudptt.org

@fdSudPTT

@federationSudptt

federation.sudptt

Union
syndicale
Solidaires